

étaient en Afrique et le tiers s'occupaient de formation pédagogique. De plus, 24 professeurs d'université canadiens enseignaient dans les universités des pays en voie de développement, parfois à la suite d'accords réciproques entre une institution canadienne et une institution étrangère. D'autres Canadiens étaient à l'étranger pour le compte d'organismes internationaux, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Le Canada a été l'hôte d'environ 1,000 techniciens «en herbe» qui fréquentaient les écoles et universités canadiennes, ou qui travaillaient dans l'industrie, en vertu du Plan de Colombo, du Plan d'assistance spéciale aux étudiants du Commonwealth et d'autres plans patronnés ou subventionnés par le gouvernement fédéral. De plus, 230 étudiants fréquentaient les universités canadiennes grâce au Programme de bourses d'études aux étudiants du Commonwealth, 83 d'entre eux sont arrivés pour la première fois au Canada en septembre 1963.

Plusieurs étudiants étrangers ont reçu une aide d'organismes privés, mais d'autres sont venus au Canada à leurs propres frais. Au total, probablement plus de 8,500 étrangers, en provenance de 150 pays différents, se sont inscrits à environ 150 universités et collèges canadiens. Ces dernières années, la proportion d'étudiants étrangers par rapport aux inscriptions totales dans les universités et collèges du Canada est demeurée à 6 p. 100 environ.

La planification de l'enseignement

L'expansion actuelle de l'éducation est à la fois *quantitative*,—inscriptions et dépenses toujours plus grandes,—et *qualitative*,—méthodes nouvelles de cours diversifiés. Face aux problèmes que suscitent l'ampleur croissante des investissements publics dans l'enseignement et la pénurie de travailleurs qualifiés, les éducateurs, sociologistes et économistes s'intéressent de plus en plus à la possibilité d'une planification plus satisfaisante des systèmes scolaires, afin de mieux répondre aux besoins de la nation, aux besoins de chaque province et à ceux de chaque étudiant. De plus, il est dans l'intérêt de tous qu'à une époque de changements technologiques, de grand chômage et de forte demande d'ouvriers qualifiés, l'idéal de tout régime éducatif, c'est-à-dire le plein épanouissement de l'individu, tienne compte des aptitudes de l'étudiant à s'ajuster à l'évolution constante des occasions d'emploi.

Une des raisons pour lesquelles des organismes internationaux comme l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDÉ) le Bureau international de l'éducation (BIÉ) et le Bureau international du Travail (BIT) s'intéressent d'une manière spéciale à la planification scolaire est que l'on se rend plus parfaitement compte aujourd'hui que la croissance économique dépend au moins autant des ressources humaines que des ressources matérielles. Cependant, il faut beaucoup plus de temps pour améliorer le capital humain que pour améliorer le capital matériel. Il existe un rapport direct entre les exigences de la main-d'œuvre et le niveau d'instruction. Les investissements dans l'éducation, la plus considérable affaire de la nation aujourd'hui, doivent être en partie déterminés par les besoins en main-d'œuvre. Étant donné que la formation d'un homme de science ou d'un professeur d'université exige une vingtaine d'années, il va de soi que la planification est essentielle aussi bien pour le particulier qui aborde de telles études que pour les divers organismes qui les rendent possibles. D'autre part, les nombreux et rapides changements de la technologie moderne, la complexité croissante des connaissances humaines, l'ampleur sans précédent des loisirs et le fait que tout ouvrier ou artisan spécialisé devra probablement apprendre trois métiers ou davantage durant sa carrière, sont autant